

# Du discours politique au discours populiste. Le populisme est-il de droite ou de gauche ?

Patrick Charaudeau  
Université Paris 13

Il y a de nombreux écrits de politistes, sociologues, philosophes, historiens, sur le populisme, beaucoup de chroniques dans les médias, la plupart du temps pour fustiger ce type de discours. C'est au point de se demander s'il y a encore quelque chose de nouveau à dire. Et pourtant, oui, il y a encore quelque chose à dire si on veut bien analyser ce phénomène sans a priori, sans vouloir le dénoncer à tout prix, et essayer de le comprendre par une analyse, qui sera ici une analyse de discours. C'est le rôle du chercheur que d'essayer d'expliquer avant que de condamner.

## 0. Un bref historique

Je ne vais pas faire la synthèse des écrits qui portent sur le populisme, mais faire un bref parcours historique de la notion de populisme pour rappeler les quelques points qui sont nécessaires à la compréhension du phénomène.

Historiquement, ce qui a été nommé populisme apparaît en Russie vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sous forme d'un mouvement socialiste progressiste. Parallèlement, dans l'Ouest et le Sud des *États-Unis* se produit un mouvement rural de fermiers avec un discours critique envers le capitalisme. En Amérique latine, on a vu surgir, dans les années 1950, le « péronisme » de Juan Domingo Perón, suivi d'une forme de caudillisme avec Carlos Menem ; au Brésil est apparu ce que l'on a appelé le « gétulisme » de Getulio Vargas, puis un populisme dit « libéral » pratiqué par Fernando Collor de Mello ; au Pérou également a été utilisé le terme de populisme pour qualifier la politique d'Alberto Fujimori ; enfin, plus récemment on a parlé du populisme « socialiste » de Hugo Chávez au Venezuela. En France, on a connu diverses figures du populisme, dont certains disent qu'il provient du bonapartisme autoritariste : le poujadisme (1950) qui tient un discours xénophobe et anti-intellectualiste à l'adresse des artisans et petits commerçants ; un populisme dit « national-populaire », après les « Trente Glorieuses » avec la montée du Front national qui met en exergue « la préférence nationale » ; un populisme « libéral-populaire » lorsque François Mitterrand a fait appel à l'homme d'affaires charismatiques, Bernard Tapie, qui tient un discours libéral prétendant marier jeunesse, sport et entreprise ; enfin, j'ai moi-même conclu à une forme de populisme « hybride » de

Nicolas Sarkozy, surtout lors de la campagne électorale de 2007<sup>1</sup>, dont le discours surfait en permanence sur les valeurs de droite et de gauche.

Sur le plan de l'explication, s'affrontent deux positions radicalement opposées. Celle des juristes et des psychologues néo-darwiniens du XIX<sup>e</sup> siècle pour qui le populisme est un nationalisme dénaturé, qui sert d'antichambre au totalitarisme. Celle d'analystes contemporains qui estiment que le populisme fait partie du jeu démocratique, et même qu'il est le symptôme d'un abandon des classes populaires : « Lorsque les masses populaires sont exclues longtemps de l'arène politique, [...] le populisme, loin d'être un obstacle, est une garantie de démocratie, car il évite que celle-ci se transforme en pure gestion »<sup>2</sup>. On n'entrera pas dans cette controverse, mais de ces premières observations, on tirera quelques points communs : (i) le populisme naît d'une rencontre entre des *mouvements populaires* et leur *récupération par un discours* qui se veut proche du peuple ; (ii) le populisme, malgré un discours de défense des valeurs, *agrège des individus* à pensées et intérêts divers, ce qui finit par produire une pensée hétéroclite ; (iii) le populisme est en effet un *problème pour la démocratie*, parce qu'il y est à la fois *inscrit et combattu*.

Le point de vue de l'analyse que je propose est celui d'un *sémiologue* qui interprète les discours de façon interdisciplinaire, en ayant recours à des outils qui permettent de mettre en lumière la mécanique générale du discours politique et de ses imaginaires sociaux, mécanique à partir de laquelle il sera possible de voir la spécificité du discours populiste. Et pour ce faire, il est nécessaire de s'interroger sur ce que sont le *contrat* et la *scénographie* du discours politique, sur la façon dont fonctionne l'*opinion publique*, et sur ce que sont les *imaginaires discursifs* qui caractérisent la droite et la gauche. C'est cette démarche qui me fera conclure que le discours populiste s'entend aussi bien à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, et que, dans notre modernité, il produit un *recyclage* des discours de ces extrêmes.

## 1. Le contrat du discours politique

Pour parler du populisme, il faut partir du *contrat du discours politique*, car si le populisme est une « attitude politique consistant à se réclamer du peuple, de ses aspirations profondes, de sa défense contre les divers torts qui lui sont faits », comme le dit le dictionnaire Larousse, on peut se demander quelle est la différence entre populisme et politique. En effet, le discours politique est par définition *démagogique*, dans la mesure où il s'agit, du moins dans un régime démocratique, pour ses acteurs, de faire adhérer une majorité de la population à un certain projet politique, et donc d'user de stratégies de persuasion en flattant, rassurant, entraînant le peuple vers un

---

1 Voir *Entre populisme et peopolisme. Comment Sarkozy a gagné*, Paris, Vuibert, 2008.

2 On pourra lire à ce propos : Laclau (1978), Dorna (2006 : 5), Taguieff (2002).

espoir. Tout discours politique obéit à un contrat de communication qui se joue entre quatre partenaires : une *Instance de pouvoir* (qu'elle soit en situation de conquête ou d'exercice du pouvoir) qui doit se doter d'une certaine image de crédibilité, doit savoir capter, voire captiver, le public en jouant sur la raison et les sentiments, doit se donner des moyens non-contreproductifs de disqualification de l'adversaire, doit enfin défendre avec vigueur des valeurs ; une *Instance citoyenne* qui est par nature hétérogène, et qui doit tenir un double rôle de délégation provisoire de la souveraineté populaire par l'intermédiaire du vote (démocratie représentative), et de vigilance en s'instituant en contre-pouvoir (démocratie participative) ; une *Instance adversaire* qui est de nature composite, se pose en rivale de l'instance de pouvoir en titre, avec les mêmes armes discursives que celle-ci ; une *Instance médiatique* qui assure la circulation de la parole politique mais en la transformant par des procédures de simplification et de focalisation à des fins d'audience, ce qui lui donne, dans ce jeu politique, une certaine responsabilité.

Ce contrat fait que l'instance politique développe un discours selon une scénographie qui consiste à : *dénoncer le désordre social* dont les citoyens sont victimes, car si tout allait bien, il n'y aurait pas de raison de proposer un projet politique alternatif ; déterminer la *source de ce désordre* en en dénonçant les responsables ; annoncer ce qu'est la *solution* pour mettre fin à ce désordre et promouvoir un état d'ordre social au bénéfice de tous ; concomitamment, créer une *image de leader* qui se présente comme seul capable de porter un tel projet.

## 2. L'opinion publique

La définition de l'opinion publique est une vaste question que je me suis employé à essayer de circonscrire dans un ouvrage récent<sup>3</sup>, et dont je ne donnerai ici qu'un aperçu.

L'opinion publique est un concept flou : pour les uns, elle constitue une « unité mentale », une « âme » dit Gustave Le Bon<sup>4</sup>, qui se caractérise par l'effacement des opinions individuelles dans une opinion collective qui est davantage de passion que de raison. Elle se fonde dans une « contagion émotionnelle » qui lui donne un « sentiment de puissance », mais elle est en même temps fragile car soumise aux manipulations des topiques de la « peur » et de la « révolte ». C'est que, en effet, pour tout politique qui veut entraîner les foules, se pose la question : « qu'est-ce qui peut faire rêver l'opinion ? » La position que je défends, en abordant cette question à travers l'étude des discours, est que l'opinion peut être appréhendée de trois façons :

---

<sup>3</sup> *La Conquête du pouvoir. Opinion, persuasion, valeurs. Les discours d'une nouvelle donne politique*, Paris, L'Harmattan, 2013.

<sup>4</sup> G. Le Bon (1895-2013).

(i) quand on la « nomme », comme le font le monde politique (« Les Français veulent plus de sécurité ») et le monde médiatique à travers la divulgation des sondages (« 45% des Français n'ont pas confiance dans les politiques »), ce qui fait qu'elle existe à travers un processus d'identification (s'identifier à l'image d'elle-même qui lui est tendue comme dans un miroir), elle est donc *assignée à être* ; (ii) quand elle « s'exprime » par des pétitions, des manifestations (« Basta ya ! »), qu'elle se constitue en associations et entame des procès (*Question Prioritaire de Constitutionnalité*), et donc existe par *réaction* ; enfin, évidemment, quand elle « vote », se constituant en *corps électoral*, et en la faisant exister à travers une *parole institutionnelle*.

### *Des catégories d'électeurs*

C'est ce dernier cas — la constitution du corps électoral — qui est particulièrement intéressant, en tout cas dans le jeu politique de la conquête du pouvoir, parce que bien souvent on confond les notions de peuple, opinion et électorat. L'électorat se compose d'électeurs qui sont très différents les uns des autres pour ce qui est de leur histoire individuelle, sociale et politique, et de fait sont des êtres à influences multiples (famille, milieu, profession, médias). Il y a diverses façons de catégoriser l'électorat : par une analyse des *sondages* qui le classe en catégories sociales selon des appartenances socio-professionnelles ; par une analyse *socio-démographique*<sup>5</sup> qui tient compte du mouvement des populations, du lieu d'habitat, de la constitution familiale, des modes de vie ; par une analyse *socio-discursive* qui, s'appuyant sur des corpus de déclarations des électeurs (dans les interviews, reportages, enquêtes, réseaux), dégage les récurrences des positionnements idéologiques et des réactions émotionnelles. C'est par cette démarche, en y ajoutant l'étude des reports de voix, que, lors de la campagne présidentielle de 2012, j'ai dégagé quatre catégories d'électeurs : (i) les "*convaincus*", ceux qui votent toujours pour leur camp et contre les autres camps, en prétendant qu'ils ne peuvent pas voter autrement, ce pourquoi ils constituent la partie stable de l'électorat ; les "*pas contents*", ceux que l'on trouve dans tous les camps, qui disent que « *rien ne va* », qui sont capables de changer, voire de s'extrémiser, et constituent la partie la plus imprévisible de l'électorat ; les "*fluctuants*", ceux qui ne votent pas selon des positions idéologiques parce qu'ils pensent que « *tout se vaut* » (« ni droite ni gauche »), mais sont du même coup sensibles aux promesses et au charisme des leaders, et constituent les bataillons qui font basculer les résultats de gauche à droite, ou l'inverse ; enfin, les "*élections-pièges-à-cons*", selon le slogan des gauchistes de 68, qui disent que « voter ne sert à rien » car tout est manipulé par les élites, une attitude libertaire qui alimente

---

5 Hervé LeBras et Emmanuel Todd, *L'invention de la France*, Gallimard, 1981 (rééd. 2012).

les abstentions. Une telle catégorisation permet de comprendre le phénomène populiste.

### *Des matrices idéologiques*

Mais pour bien comprendre le phénomène populiste, il faut distinguer les «*systèmes de croyance*» qui caractérisent les positionnements de droite et de gauche, positionnements qui fondent les systèmes de croyance des groupes sociaux et que l'on peut appeler des «*matrices idéologiques*» de discours. Sur le plan politique, on peut distinguer *deux matrices idéologiques*.

La *matrice idéologique de Droite* se caractérise par une vision du monde dans laquelle «*la nature s'impose à l'homme*», ce qui veut dire que celui-ci lui est *soumis*, que donc l'*inégalité* est consubstantielle à la nature humaine, et que, par conséquent, les rapports que les hommes entretiennent entre eux sont des *rappports de force*, voire de *domination*. Ce positionnement engendre la défense de certaines valeurs : la valeur du *groupe famille* puisque ce n'est pas l'individu qui fabrique le groupe mais le groupe qui détermine l'individu, car celui-ci dépend de sa *filiation* supportant ainsi le poids de la *tradition*, ce qui explique que le groupe famille s'organise selon un *ordre pyramidal* au sommet duquel se trouve la figure du *patriarche*, puissance tutélaire et protectrice ; la *valeur travail* en une activité d'ordre vertical imposant des relations entre *supérieurs et inférieurs* (dirigeants/dirigés) sans contestation possible ; la *valeur nation*, fondatrice du *corps social-peuple* composé des enfants de la Nation, constituant le *patrimoine identitaire*, et justifiant que puisse être repoussé tout *ennemi*, ennemi intérieur s'il cherche à désagréger le corps social, ennemi extérieur s'il cherche à l'envahir.

Ces valeurs de base constituent *le corps de doctrine de la droite*, qui est diversement configuré selon les pays, mais qui dans tous les cas se caractérise par une tendance : au *conservatisme*, puisqu'il faut maintenir les traditions autour des intérêts particuliers, principalement ceux de la famille, gage de stabilité sociale ; au *ségrégationnisme* qui s'emploie à distinguer les races, les ethnies et les religions ; à l'*autoritarisme*, puisqu'il faut maintenir l'ordre moral et donc imposer obéissance ; enfin, au *patriarcat*, puisqu'il faut guider, éduquer les générations selon le mérite des individus.

La *matrice idéologique de Gauche*, à l'inverse du système de pensée de la droite, se caractérise par une vision du monde dans laquelle c'est «*l'homme qui s'impose à la nature*», ce qui fonde la notion de «*progrès*» faisant avancer l'égalité entre les hommes. Cela engendre une attitude d'opposition vis-à-vis des valeurs de droite : à l'ordre *hiérarchique* est opposé un ordre d'*égalité sociale* contre les privilèges ; à la *discrimination* est opposée une *solidarité sociale* qui fait fi, par exemple, des différences raciales ; aux *croyances religieuses* est opposée la *neutralité* de l'État (la laïcité) ; et au *principe de commandement* est opposé un *principe de contestation* comme

droit citoyen à mettre en cause le pouvoir politique par des moyens divers (syndical, associatif, révolutionnaire) au profit de *l'intérêt général*.

Cette matrice se configure de diverses façons selon les histoires et les cultures des pays. Par exemple, en France, pour l'historien Jacques Julliard, il y aurait quatre gauches : *libérale, jacobine, collectiviste et libertaire*<sup>6</sup> ; mais pour le philosophe Michel Onfray, il y en aurait trois : *antilibérale, libertaire, libérale-pragmatique*<sup>7</sup>. Quoi qu'il en soit, la gauche française, de tout temps, est traversée par deux forces : l'une *centripète* prônant la solidarité sociale, l'autre *centrifuge* à tendance libertaire<sup>8</sup>.

### 3. Le discours populiste comme brouillage et recyclage des oppositions

Le populisme n'est pas un régime politique. Il est une stratégie de conquête ou d'exercice du pouvoir à travers un discours qui reprend la scénographie du discours politique en radicalisant les imaginaires : la dénonciation du désordre social est exacerbée en *crise* dont le peuple est *victime* ; la critique des responsables devient *satanisation des coupables* ; la défense des valeurs se fait dans un discours *d'exaltation paroxystique* ; et le leader se construit une image de *sauveur providentiel*. Voyons donc sur quels imaginaires jouent ces discours.

#### *L'imaginaire de « victimisation »*

Une façon peu morale de rassembler une population autour d'un projet politique est de créer un sentiment de peur en désignant l'ennemi qui peut être extérieur ou intérieur. A observer les discours qui circulent dans l'espace public français, on constate qu'ils jouent sur différents types de peurs, qu'on nommera *peurs identitaires*, parce qu'elles laissent planer la menace d'une *invasion*, d'une *désidentification*, d'un *déclassement* et d'une *insécurité*. Peur d'*invasion* en faisant accroire que l'arrivée massive d'immigrants va provoquer une dilution de l'identité nationale et une perte de ce qui fonde la nation française par le mélange des ethnies et des religions. C'est évidemment une façon de fabriquer un bouc émissaire, comme ennemi extérieur, d'autant plus menaçant qu'à se mélanger avec la population autochtone, il devient ennemi intérieur « [Les immigrés] vont nous ruiner, nous envahir, nous submerger, coucher avec nos femmes et nos fils » (Jean-Marie Le Pen). Ainsi est entretenu le racisme. Peur de *désidentification* face aux diktats de l'Europe comme puissance souveraine abstraite, qui prend figure de monstre manipulateur, qui ne respecterait pas les caractéristiques

---

6 *Les Gauches françaises. 1762-2012 : histoire politique et imaginaire*, Flammarion, Paris 2012.

7 *Le Monde* 3-4 avril 2011.

8 « Nos vies valent mieux que leur profit ! » slogan du candidat du NPA, in la *Profession de foi* de Philippe Poutou, campagne présidentielle de 2012.

propres à chaque nation. Cela s'entend aussi bien à l'extrême droite, Marine Le Pen traitant l'Europe d'« idole brutale et insatiable »<sup>9</sup>, qu'à l'extrême gauche : « L'Union européenne abolit notre histoire républicaine et elle nous le fait payer sonnante et trébuchant ! » lance Jean-Luc Mélenchon dans un de ses meetings. Cela crée un repli crispé de la population sur un nationalisme étroit. Peur du *déclassement social* du fait de la mondialisation économique qui brouille la distinction entre les catégories sociales, au regard de la perte du pouvoir d'achat des classes moyennes qui les oblige à vivre dans les zones péri-urbaines et à se mélanger avec des classes encore plus défavorisées, et leur ôte tout espoir d'ascension sociale. Cela crée un sentiment d'impuissance au regard du monde financier, du ressentiment vis-à-vis des possédants, et de l'exaspération contre l'État qui aide ceux qui sont qualifiés péjorativement d'*assistés*. Peur face à l'*insécurité* du fait des actes de délinquance, des banlieues qui brûlent, des Roms qui volent, de l'école qui n'est plus un lieu sanctuarisé mais de décadence morale et d'incivilité. C'est de tout cela dont le peuple est victime, et c'est cela qui, par compensation, doit le conduire à demander de l'autorité aux pouvoirs publics, de la fermeté aux forces de police, de la sanction au pouvoir judiciaire. Toutes ces peurs produisent un double effet de fantasme complotiste et de désir d'exclusion en stigmatisant les populations jugées menaçantes : les immigrés, les juifs, les musulmans, les Noirs.

#### *L'imaginaire de « satanisation » des coupables*

Il ne s'agit plus seulement de critiquer les responsables d'une situation politique, mais de taxer de *coupables* différentes catégories sociales. Les politiciens, d'abord, dont on dit qu'ils sont tous corrompus et incapables d'écouter le peuple. Les partis politiques sur lesquels est jeté le discrédit car ils sont censés faire le jeu des politiciens, en se confondant les uns les autres, et qu'il faudrait remplacer par des « groupements sociaux » plus représentatifs des « gens ». Concomitamment, l'État qui, ayant perdu toute autorité, à travers des institutions jugées inefficaces, une bureaucratie au seul service de l'Administration, une technologie au profit des élites, une Justice laxiste, agit comme un monstre calculateur, enfermé dans sa tour d'ivoire, confisquant le pouvoir au bénéfice de l'« establishment ». Parmi ces coupables, on désigne aussi les lobbies qui œuvrent comme des oligarchies financières défendant des groupes d'intérêts (« ceux du capitalisme anonyme, ceux des transferts financiers massifs de la spéculation, ceux des grandes multinationales ») (Le Pen, mais également entendu à gauche) ; les lobbies « des droits de l'homme » qui empêcheraient que l'on protège les ressortissants « de souche » ; les lobbies communautaristes des minorités (homosexuels, féministes, juifs, islamistes) qui imposeraient leurs lois.

---

<sup>9</sup> *Le Monde*, 24 juin 2015.

### *L'imaginaire du « Sauveur providentiel »*

Le leader doit être le représentant du peuple au point de se déclarer « le vrai peuple ». Il appelle ses concitoyens à se fondre dans une âme collective toute tendue vers un désir de salut. Il s'érige alors en guide du peuple, et s'il a du charisme, il prend figure de *prophète*. Il doit avoir (ou se construire, s'il le peut) un ethos de personne *inspirée* par une voix intérieure, qui est porteuse de valeurs idéalisées pour le bien du peuple, une sorte d'*apôtre*. A moins qu'il se dote plutôt d'un ethos de puissance et de combattant (« Rien ne peut s'opposer à ma volonté ») se montrant capable de renverser le monde, en tout cas de bouter l'ennemi au dehors et d'éradiquer le mal qui ronge la société. Il prend alors figure d'*imprécateur*. Il faut en outre qu'il soit crédible en se construisant un ethos d'authenticité : « Je suis tel que vous me voyez », « Je fais ce que je dis », « Je n'ai rien à cacher ». Il s'agit d'établir un rapport de confiance aveugle avec le peuple en se montrant pur, dépourvu d'intérêt personnel. Il prend alors figure de *chevalier blanc*.

### *L'exaltation des valeurs et le recyclage des idéologies de droite et de gauche*

Le discours populiste utilise un certain nombre de thématiques qui brouillent les distinctions idéologiques au nom des valeurs de la République :

- Les thématiques de la *souveraineté populaire* et de la *nation* qui sont liées l'une à l'autre : la souveraineté populaire est celle d'un peuple qui vit dans un territoire avec des coutumes et des valeurs qui lui sont propres, et qui constitue ainsi un *corps-nation*. À gauche, cette souveraineté est déclarée au nom du *peuple-citoyen* : « Soyons le peuple souverain en tous lieux, citoyens dans la cité et au travail »<sup>10</sup> dit l'extrême gauche dans sa Profession de foi de la campagne présidentielle de 2012 ; et l'un de ses leaders, Jean-Luc Mélenchon, se dit « populiste patriotard »<sup>11</sup>. À droite, c'est au nom du mythe de la *nation organique* qu'est revendiquée la souveraineté contre « l'Europe libérale (...) qui maintient tous les peuples sous le joug de l'axe Sarkozy-Merkel (qu') il faut briser en France » ; et la leader d'extrême droite demande un *référendum* à propos du traité de l'Union européenne, car, dit-elle, « pour renégocier un traité, on commence par voter »<sup>12</sup> (Marine Le Pen). C'est un retour du nationalisme qui traverse tous les groupes et classes sociales fabriquant un « *populisme patrimonial* » selon l'expression de Dominique Reynié (2011).

- La thématique de *l'austérité* en dénonçant la finance mondiale : « Le pouvoir au peuple, pas à la finance » entend-on à gauche qui prône une

---

10 *Profession de foi*, campagne présidentielle de 2012.

11 *L'Obs*, 18 juin 2015.

12 Meeting à Montpellier, le 8 février.

*économie nationale* de marché, une relocalisation des activités, et appelle à une lutte contre la mondialisation financière ; à droite, Marine Le Pen prône une *économie protectionniste*, avec fermeture des frontières, ne parle plus de capitalisme et s'élève contre la *financiarisation du monde* : « Je vais mettre fin à la dictature des marchés financiers en instaurant un État fort, stratège et protecteur »<sup>13</sup>. On voit que l'extrême droite et l'extrême gauche ne mettent plus en cause l'économie de marché, et se retrouvent autour de « l'anti-fiscalité » (trop d'impôts).

- La thématique de l'*identité nationale* est également présente à droite et à gauche. À droite, en exaltant un patriotisme de *nation de souche*, Marine Le Pen appelant à « un vaste rassemblement des patriotes de gauche comme de droite » comme le fit le Conseil national de la Résistance. À gauche, en exaltant un patriotisme de *nation égalitaire* des droits sociaux. Mais malgré ces quelques différences, c'est bien à un recyclage des idéologies auquel on assiste autour de la question de l'identité.

- La thématique des *valeurs républicaines* dont celle de *laïcité* qui est revendiquée dans les deux camps, bien qu'à des fins distinctes : pour la droite, il s'agit de résister au *multiculturalisme* en exigeant que les immigrés s'assimilent ou qu'ils soient expulsés du pays : « Je m'oppose aux étrangers au nom des valeurs républicaines, parce qu'ils sont incompatibles avec ces valeurs » (Marine Le Pen) ; pour la gauche, il s'agit de rappeler l'*universalité* des valeurs de la République en prônant, non pas l'assimilation, mais l'*intégration* des populations immigrées au nom de la solidarité sociale et de l'égalité des droits, la gauche se trouvant ici mal à l'aise devant les revendications de son électorat qui s'élève contre la politique d'assistanat de ces populations. Et ici encore se produit cet effet de recyclage car les deux positions fédèrent une *pensée xénophobe* en créant une opposition entre bons et mauvais Français.

Cet effet de recyclage joue sur la topique du *ressentiment* : le peuple est considéré comme une victime innocente qui souffre, qui est la proie des profiteurs, éprouve un sentiment d'injustice et d'impuissance, ce qui a pour conséquence de faire que l'électorat se réfugie dans les discours magiques de leaders qui promettent de résoudre les problèmes sociaux comme par l'action d'une baguette magique.

#### *Des différences culturelles*

Cependant, et malgré ce processus de recyclage des extrêmes, le discours populiste joue différemment et produit des effets distincts selon les contextes historiques et sociaux de divers pays. Par exemple, en Italie, on constate que le « Mouvement 5 étoiles » de Bepe Grillo propose des mesures qui sont empruntées tantôt à la gauche, tantôt à la droite : la semaine salariée de 20

---

13 *Profession de foi*, campagne présidentielle de 2012.

heures, la réduction des salaires des personnalités politiques, et la diminution des dépenses militaires sont des mesures de gauche ; mais le refus du *droit du sol* aux enfants d'étrangers nés en Italie, la maîtrise des flux migratoires, l'abolition de la taxe foncière, et la suppression des syndicats sont des mesures de droite. Les mouvements populistes des pays de l'Est, de Grande-Bretagne ou de Grèce ont des spécificités qui leur sont propres.

Il reste à se demander pourquoi en Espagne on a affaire à un populisme que l'on peut qualifier de gauche et en France un populisme qu'on qualifiera de droite. Car il est vrai que, en France, le discours populiste a toujours été l'apanage de l'extrême droite. Et malgré cet effet de recyclage dont participe l'extrême gauche, on constate une fuite de l'opinion vers le Front national. La gauche, en France, n'a plus l'assentiment populaire et ne peut plus prétendre représenter les classes ouvrière et moyenne. Alors que, en Espagne, à partir du mouvement des *Indignés* de la Puerta del sol, c'est avec des valeurs de gauche que s'est développé *Podemos*. Pour expliquer cette différence d'orientation, ont été avancées des explications d'ordre économique : faible austérité en France (il n'y a pas eu de baisse des salaires ni des retraites), alors qu'elle fut forte en Espagne ; pas de dépossession des acheteurs à crédit ni d'expulsions en France comme en Espagne ; en France, un système social protecteur qui a résisté et qui est absent en Espagne.

Mais on peut ajouter à ces raisons d'autres qui sont plutôt d'ordre historique et politique : l'esprit des *Lumières* qui a engendré la Révolution bourgeoise en France, et qui a peu pénétré en Espagne ; pas de véritable tradition anarchiste en France (le libertarisme apparent de 68 a vite été récupéré par les appareils politiques), alors qu'il y a une forte tradition anarchiste en Espagne, tradition qui la rend étrangère à l'esprit d'une gauche social-démocrate. Et puis, on peut ajouter aussi une raison d'ordre culturel qui concerne la façon dont, dans un pays, on conçoit le leadership des mouvements contestataires et l'image à laquelle doit répondre un leader : en France, Jean-Luc Mélenchon, leader d'une gauche radicale, est un bon tribun mais n'a qu'un charisme d'apparence<sup>14</sup>, ni messianique, ni césariste, ni énigmatique<sup>15</sup> ; il semble en revanche, que, en Espagne, Pablo Iglesias soit doté d'un charisme certain qui tranche avec la figure (*l'ethos*) convenue des leaders politiques de gauche et de droite. Mais cela est très difficile à comparer parce que les figures des leaders dépendent de ce qui est ancré dans les mentalités de chaque peuple. Enfin, une différence dans le positionnement des droites de chaque pays : l'Espagne est encore marquée par la dictature franquiste qui reste comme un syndrome à double effet de rejet de la gauche et de radicalisation de la droite ; en France, en revanche,

---

14 Voir notre : *La conquête du pouvoir* (2013).

15 Sur la notion de charisme, voir notre : « Le charisme comme condition du leadership politique » (2015).

Marine Le Pen s'est employée à dédramatiser son parti, le Front national, en lui ôtant son visage antisémite et provocateur entretenu par son père, et en revendiquant des valeurs qui appartiennent à la gauche, comme la laïcité. C'est ce processus de dédramatisation qui a permis le transfert des voix populaires vers le Front national. A l'heure actuelle, ce parti se présente comme le premier parti anticapitaliste et antisystème de France, positionnement qu'il a confisqué à l'extrême gauche.

\* \*

Cette montée générale du populisme dans divers pays européens coïncide avec un contexte social dans lequel se conjoignent la mondialisation économique, la disparition des grandes causes qui ont alimenté la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, et l'explosion d'une technologie qui affecte les catégories sociales les plus défavorisées. Une *crise économique* qui a jeté dans la précarité nombre de personnes appartenant aux classes dites populaires et a provoqué un déclassement des classes moyennes. Une *crise politique* qui se caractérise par le brouillage des repères partisans traditionnels, l'incertitude et les contradictions des partis politiques qui naviguent à vue entre un nationalisme d'État et des nationalismes régionaux, entre des appels à l'égalité pour tous et des replis communautaires, entre des appels à l'autorité et des appels à la solidarité ou à la compassion. Une *société des nouvelles technologies* qui, par le développement des réseaux de communication où circule une parole de commentaire libre de toute contrainte, allant parfois jusqu'à l'invective, donne le sentiment à nombre d'individus de perdre la maîtrise et le contrôle de la pensée et des relations sociales. Enfin, une *société de surinformation*, entretenue par les médias traditionnels et les réseaux sociaux, qui, du fait de l'immédiateté du commentaire sur l'actualité et de son exposition sous forme conflictuelle, fait disparaître l'analyse critique, exacerbe les émotions et produit des effets de défiance vis-à-vis des dirigeants et des institutions. Ce sont là les marques de nos sociétés modernes qui, se sentant déstabilisées et désemparées, se cherchent un lieu géométrique pour compenser leur fragilité identitaire.

#### Références bibliographiques

CHARAUDEAU P. (2008) : *Entre populisme et peopolisme. Comment Sarkozy a gagné*, Vuibert, Paris.

————— (2013) : *La Conquête du pouvoir. Opinion, persuasion, valeurs. Les discours d'une nouvelle donne politique*, Paris, L'Harmattan.

————— (2015) : *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Lambert-Lucas (rééd.), Limoges.

————— (2015) : « Le charisme comme condition du leadership politique », *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, n°7.

- DORNA A. (2006) : *Médiatiques* 38, Bulletin d'information de l'Observatoire du récit médiatique, Louvain-la-Neuve.
- JUILLARD J. (2012) : *Les Gauches françaises. 1762-2012 : histoire politique et imaginaire*, Flammarion, Paris.
- LACLAU E. (1978) : *Política e ideología en la teoría marxista*, Siglo XXI, Mexico, 1978.
- LE BON G. (1895) : *Psychologie des foules*, Alcan, (rééd. PUF, 2013).
- LE BRAS H. et TODD E. (1981) : *L'invention de la France*, Gallimard, Paris, (rééd. 2012).
- REYNIÉ D. (2011) : *Populisme : la pente fatale*, Plon, Paris.
- TAGUIEFF P.-A. (2002) : *L'illusion populiste*, Berg International, Paris.